



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
18 août 2000  
Français  
Original: anglais

**Troisième session ordinaire de 2000**

25-29 septembre 2000, New York

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**Questions financières, budgétaires et administratives**

**Rapport du Bureau des services d'achats interorganisations**

*Résumé*

Le présent rapport biennal est soumis pour information par l'Administrateur au Conseil d'administration suite à la décision 96/2 du Conseil. Il met à jour les activités du Bureau des services d'achats interorganisations, services administratifs et financiers, pour la période juin 1998-juin 2000.

**Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1-3	2
II. Activités relatives aux meilleures pratiques. . . . .	4-10	2
A. Activités liées au renforcement des capacités. . . . .	4-6	2
B. Assistance aux milieux d'affaires . . . . .	7-9	3
C. Appui aux activités du système des Nations Unies . . . . .	10	3
III. Activités d'achats directs . . . . .	11-24	3
A. Accords de prix collectifs . . . . .	15-24	4
IV. Décision du Conseil d'administration . . . . .	25	5
 Annexes		
Tableau 1. Bureau des services d'achats interorganisations – volume des achats par grands groupes de produits (1998-1999) . . . . .		6
Tableau 2. Bureau des services d'achats interorganisations – services d'achats par groupes de clients (1998-1999) . . . . .		6

## **I. Introduction**

1. Le Bureau des services d'achats interorganisations fait office de coordonnateur et de conseiller auprès des gouvernements, en particulier ceux qui bénéficient de programmes, ainsi qu'auprès des organismes du système des Nations Unies et d'autres partenaires du développement, pour tout ce qui a trait aux meilleures pratiques dans le domaine des achats. Le Bureau mène des activités en vue d'harmoniser les procédures, de favoriser la transparence, la normalisation et l'efficacité. Le Bureau fait également office de point central de liaison avec les milieux d'affaires dont il facilite les relations et les transactions avec le système des Nations Unies. Ces diverses activités sont inscrites au budget d'appui du PNUD pour l'exercice biennal, au titre de la rubrique Appui aux activités opérationnelles du système des Nations Unies. Un tiers du budget opérationnel pour les activités du Bureau provient du budget d'appui biennal.

2. Le Bureau fournit une large gamme de services et d'achats directs aux gouvernements, aux organismes des Nations Unies et à d'autres partenaires du développement contre une rémunération assurant l'autofinancement de ces activités. Le revenu total du Bureau pour ses services d'achat s'est élevé à 7,1 millions de dollars, dont 5,4 millions ont permis de financer son budget opérationnel pour l'exercice biennal 1998-1999. Le Bureau a accumulé 4,2 millions de réserves opérationnelles provenant de ses services rémunérés. Des informations détaillées sur les activités d'achats directs sont présentées au chapitre II ci-après.

3. Par ailleurs, dans un rapport distinct (DP/2000/32), le Bureau fournira au Conseil d'administration les données statistiques pour l'année 1999, relatives aux achats du système des Nations Unies.

## **II. Activités relatives aux meilleures pratiques**

### **A. Activités liées au renforcement des capacités**

4. Le Bureau appuie le PNUD et le système des Nations Unies et, dans le contexte de l'exécution nationale, les gouvernements des pays bénéficiaires de programmes, en offrant aux fonctionnaires du système des Nations Unies et desdits gouvernements la possibilité de développer leurs compétences en matière de procédures d'achats.

5. En 1998 et 1999, le Bureau a organisé 11 ateliers de formation régionaux dans le domaine des achats (Tanzanie, Népal, Turquie, Bolivie, Kazakhstan, Suisse, Arménie, Paraguay, Côte d'Ivoire, Chine et Mozambique).

6. Les cours ont porté sur les procédures d'achats locales et internationales et visaient à renforcer les capacités de gestion locales de ces procédures et à démontrer les avantages que présentent des procédures d'achats rationnelles et transparentes. En tout, 447 participants ont suivi cette formation. Le Bureau a également organisé des cours à New York en 1998 et 1999, à l'intention expresse des fonctionnaires du PNUD et d'autres organismes des Nations Unies.

## B. Assistance aux milieux d'affaires

7. Le Bureau propose toute une gamme de services conçus précisément pour aider les milieux d'affaires. En tant que coordonnateur des activités d'achats du système des Nations Unies, le Bureau affiche des renseignements sur son site Web et encourage tous les organismes des Nations Unies à se servir de son réseau pour faire connaître leurs appels d'offre. Par ailleurs, le Bureau permet de retrouver la page Web des autres organismes des Nations Unies qui publient des appels d'offre sur leurs sites Web.

8. Chaque année, le Bureau publie le *Guide général des entreprises* en anglais, en espagnol et en français sous forme électronique et imprimée. On trouve dans cette publication des renseignements détaillés sur tous les organismes des Nations Unies et sur leurs besoins annuels en biens et en services. Le *Guide* présente un tableau global aux fournisseurs du système des Nations Unies, et leur communique des détails sur les pratiques et principes communs des opérations d'achats ainsi que les adresses d'organismes des Nations Unies, de bureaux de pays et de missions de maintien de la paix.

9. Le Bureau continue de coordonner et d'organiser à l'intention des milieux d'affaires des séminaires sur les modalités de vente de biens et de services au système des Nations Unies. En coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, des séminaires ont été organisés à Beijing, Melbourne, Mascate, Tallinn, New Delhi, Buenos Aires, Tel-Aviv, Bruxelles, Stockholm et Copenhague.

## C. Appui aux activités du système des Nations Unies

10. Au nom de 12 organismes des Nations Unies, le Bureau gère la nouvelle base de données communes des Nations Unies sur les fournisseurs. Il s'agit là d'un effort conjoint qui offre à ces derniers la possibilité d'être inclus dans cette base qui constituera un point d'accès unique au système des Nations Unies et qui, lancée en 1998, a prouvé, en un peu plus de deux ans, son utilité pour nombre d'organismes des Nations Unies.

## III. Activités d'achats directs

11. Le volume des achats effectués par le Bureau n'a cessé de s'accroître, se chiffrant à 71,3 millions de dollars en 1998 et à 66,5 millions en 1999, ce qui représente une augmentation de 15 % par rapport à l'exercice biennal précédent. Le tableau 1 présente une répartition du volume par groupes de produits, et le tableau 2, les achats par groupes de clients. Dans le cadre de l'exécution nationale, l'appui du Bureau au PNUD et aux projets bénéficiaires de programmes a nettement augmenté.

12. Dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture » en Iraq, le Bureau a fourni un appui considérable aux activités du PNUD. L'appui au projet du PNUD pour la réhabilitation du réseau de distribution d'électricité dans le nord de l'Iraq a inclus l'achat direct de matériel technique et de véhicules automobiles. En 1999, les commandes, essentiellement pour des générateurs, ont atteint 5 millions de dollars. Le volume des achats prévus pour 2000 devrait dépasser les 25 millions de dollars, en particulier pour des générateurs et du matériel de transmission et de distribution.

13. Le Bureau a prêté son concours à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Il a aidé à mettre en place les procédures et les pratiques en vigueur dans le domaine des achats, ainsi que des services de conseil à l'intention des ministères. En 1999, le volume des achats se chiffrait à quelque 5 millions de dollars, et en 2000, il devrait être d'un montant similaire ou supérieur.

14. Le mandat du Bureau, comme l'a réaffirmé le Conseil d'administration en 1996 (DP/1996/7), l'autorise à fournir des services d'achats autofinancés au personnel des Nations Unies. Le Bureau a toujours assuré des services d'achats de véhicules automobiles au personnel des organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales et des organisations partenaires du développement. Ces services ne sont accordés qu'au personnel jouissant des privilèges diplomatiques.

## **A. Accords de prix collectifs**

15. Comme le décrit le rapport de l'Administrateur sur les activités du Bureau pendant l'exercice biennal 1996-1997 (DP/1996/7), le Comité consultatif pour les questions administratives s'est rendu compte que les programmes de normalisation et la négociation de prix au niveau central pour les articles courants pouvaient permettre au système des Nations Unies de réaliser des économies notables. En fonction des volumes annuels globaux d'achats du système, le Bureau a toujours lancé des appels d'offres internationaux ouverts pour la fourniture d'articles courants.

16. Le Bureau a toujours diffusé des renseignements sur les accords de prix collectifs et sur les conditions requises pour en bénéficier dans des catalogues publiés à l'intention des clients qualifiés. Ces catalogues contenaient des renseignements sur les caractéristiques des produits disponibles ainsi que sur les normes propres à chaque pays et les modalités de livraison.

17. En 1999, le Bureau a entrepris d'évaluer les besoins précis de ses divers groupes de clients ainsi que la qualité des services qu'il fournit et de définir les autres besoins de ses clients. Après avoir analysé les réponses de ses clients actuels et potentiels, le Bureau a amélioré la prestation de ses services en donnant à ses clients la possibilité de se renseigner sur les accords de prix collectifs, en consultant l'Internet et non uniquement comme auparavant des catalogues imprimés.

18. L'étude a fait systématiquement ressortir deux éléments importants : premièrement, que les clients potentiels du Bureau n'étaient généralement pas au courant de la gamme des services offerts, notamment de la possibilité de bénéficier des accords de prix collectifs concernant des articles autres que des véhicules automobiles; deuxièmement, que les clients qui étaient informés des services proposés dans les catalogues imprimés avaient indiqué que ces services, en dépit de leur utilité, n'étaient pas toujours disponibles quand le besoin s'en faisait sentir. Par ailleurs, le Bureau n'ignore pas que le mode de diffusion classique de ces renseignements est onéreux et long.

19. On a pu constater en examinant les options possibles que l'Internet permettait de mieux informer les clients et que le Bureau était ainsi en mesure de leur fournir à bien moindre prix des renseignements fiables, à jour et de meilleure qualité.

20. On trouvera sur le site Web du Bureau des détails sur l'ensemble des produits offerts aux clients qualifiés aux termes des accords de prix collectifs. Les clients pourront ainsi avoir accès à de plus amples renseignements sur les produits et leurs

spécifications, ainsi que sur les dates probables de livraison et, avec leur nom et un mot de passe, ils pourront obtenir des indications circonstanciées sur les prix en cours aux termes des accords susmentionnés.

21. Actuellement, le Bureau affiche sur l'Internet des catalogues pour des véhicules automobiles, des motocycles, du matériel de bureau et des logiciels. Il devrait y avoir en 2000 des catalogues sur l'Internet pour du matériel informatique, des générateurs et des camions lourds.

22. En mai 2000, le Bureau a mis en place la première phase de ses opérations de commerce électronique grâce à son site Web. Ce dispositif permet aux clients de demander des devis complets incluant les frais d'assurance, de transport et de traitements. Normalement, 24 heures après qu'une demande a été examinée, un administrateur du Bureau envoie, par courrier électronique, des devis automatisés. Ce processus est actuellement à l'étude, l'objectif étant de garantir que les clients qualifiés reçoivent sans délai des devis entièrement automatisés. À long terme, le Bureau prévoit de fonctionner totalement par voie électronique : ainsi, il passerait des commandes électroniques auprès des fournisseurs et en recevraient par l'Internet de la part des clients remplissant les conditions requises.

23. Le Bureau a mis au point un système de sécurité visant expressément à protéger les transactions électroniques sur l'Internet. À titre provisoire, ces transactions avec les clients et les fournisseurs seront accompagnées d'une documentation imprimée afin de veiller à ce que les conditions propres aux règles et règlement financiers du PNUD soient respectées et à ce qu'il existe une bonne filière d'audit.

24. Le Bureau examine avec d'autres organismes des Nations Unies et des institutions financières internationales l'utilisation plus fréquente de son site Web pour diffuser les accords de prix collectifs.

#### **IV. Décision du Conseil d'administration**

25. Le Conseil d'administration voudra peut-être :

a) Prendre acte du rapport de l'Administrateur sur les activités du Bureau en 1998 et 1999 (DP/2000/33) et de sa contribution à la coordination des efforts visant à renforcer les capacités ainsi que l'efficacité et la transparence en matière d'achats;

b) Encourager l'appui du Bureau aux bureaux de pays et aux activités opérationnelles du PNUD grâce à l'utilisation accrue de l'Internet pour la diffusion de l'information;

c) Recommander que, dans le contexte de la réforme et des services communs des Nations Unies, le Bureau continue de rechercher les possibilités de coordonner l'utilisation accrue des accords de prix collectifs avec d'autres organismes du système des Nations Unies.

## Annexe

Tableau 1  
**Bureau des services d'achats interorganisations – volume des achats  
 par grands groupes de produits (1998-1999)**

(En millions de dollars des États-Unis)

Groupe de produits	1998		1999	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Véhicules automobiles et pièces détachées	55,1	77,3	45,8	69,0
Ordinateurs	6,4	9,0	8,3	12,5
Matériel/fournitures de bureau	3,6	5,0	2,4	3,6
Équipement agricole et d'approvisionnement en eau	0,9	1,2	0,4	0,6
Équipement audiovisuel et de communication	1,1	1,6	1,1	1,6
Matériel de laboratoire	0,4	0,5	0,0	0,0
Générateurs	0,2	0,2	5,0	7,5
Divers	3,6	5,2	3,5	5,2
<b>Total</b>	<b>71,3</b>	<b>100,0</b>	<b>66,5</b>	<b>100,0</b>

Tableau 2  
**Bureau des services d'achats interorganisations – services d'achats  
 par groupes de clients (1998-1999)**

(En millions de dollars des États-Unis)

Groupe de clients	1998		1999	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Organisations non gouvernementales, gouvernements donateurs, instances d'aide bilatérale et multilatérale	21,5	30,1	33,7	50,6
Gouvernements des pays bénéficiaires de programmes	27,9	39,2	21,3	32,0
PNUD	4,2	5,9	4,4	6,7
Organismes des Nations Unies	3,7	5,1	3,8	5,7
Personnel des Nations Unies	14,0	19,7	3,3	5,0
<b>Total</b>	<b>71,3</b>	<b>100,0</b>	<b>66,5</b>	<b>100,0</b>